

# Vers le krach du siècle suite à l'impuissance des banques centrales



Le Dow Jones vient de céder 2,9 % la semaine dernière, soit sa huitième semaine de baisse consécutive, une première depuis 1932, tandis que le Nasdaq qui représente les valeurs technologiques et de croissance a reculé de 3,82 %, soit une septième semaine de baisse consécutive, une première également depuis 2001.

Arrêt des achats de titres obligataires par les banques centrales, hausse des taux d'intérêt partout dans le monde occidental, les masses monétaires émises d'une façon inconsidérée commençant à se stabiliser et parfois à décroître, une guerre en Ukraine conduisant à des pénuries et à la hausse des matières premières, énergétiques, et des produits agricoles, des difficultés d'approvisionnement en provenance de Chine, suite à la crise du Covid , tout cela contribue à déclencher des poussées inflationnistes en Europe tandis que les cryptomonnaies se sont effondrées. Une bulle s'est constituée pour la plupart des actifs ; un krach

retentissant apparaît de plus en plus vraisemblable.

La Fed américaine va bientôt diminuer sa demande d'obligations du Trésor et d'obligations gagées sur des créances immobilières tandis que le taux des emprunt d'État à deux ans qui était de 0,5 % au 1er janvier 2022 se rapproche des 3 %. Le ratio prix/bénéfice courant à Wall Street qui était de 35 en janvier est aujourd'hui de l'ordre de 20. Tesla est valorisé à environ 100 fois ses bénéfices contre 9 pour Toyota. Quant au bitcoin, il a déjà perdu la moitié de sa valeur depuis novembre 2021.

Le Nasdaq a perdu plus de 25 % depuis le 1er janvier et le Standard & Poor's 500, l'indice américain le plus représentatif, a cédé plus de 18 %. En France et en Allemagne, le CAC 40 et le Dax chutent d'environ 12 % depuis le 1er janvier. Quant à l'indice de référence des marchés obligataires européens, il a perdu 9 %. En fait les marchés obligataires connaissent déjà un krach, mais si la hausse des taux continue, les marchés obligataires vont dévisser encore davantage. Les banques centrales qui souhaitent préserver l'activité économique sont cependant obligées d'augmenter les taux, de ne plus intervenir sur les marchés obligataires, comme elles le faisaient, pour faire baisser les taux, car elles sont accusées d'être passives devant l'inflation de plus en plus forte.

L'économiste Jean-Pierre Robin dans le Figaro remarque que « la BCE sonne la fin du quoi qu'il en coûte ». La BCE va prendre un tournant radical en augmentant les taux et en ne faisant plus fonctionner la planche à billets. La BCE va annoncer le 9 juin 2022 lors d'une réunion du conseil des gouverneurs à Amsterdam qu'elle met fin à ses achats nets des titres de dettes publiques. Il n'y aura donc plus d'augmentation de la masse monétaire inflationniste dans la zone euro, mais cette dernière ne sera pas diminuée pour autant car la BCE réinvestira en titres publics les montants des titres arrivant à échéance dans son bilan.

La dette publique française avec le socialiste François Hollande et le technocrate Macron est passée de 2012,1 milliards d'euros au deuxième trimestre 2015 à 2813,1 milliards au quatrième trimestre 2021. Cette augmentation vertigineuse de la dette a été financée entièrement par la BCE, en fait sur le plan technique à hauteur de 671 milliards par la Banque de France et de 70 milliards par la BCE ainsi que les autres banques centrales de la zone euro. L'augmentation de la dette publique, avec François Hollande et surtout Macron, a donc été financée entièrement par la planche à billets de la BCE et de la Banque de France ! Demain on rase gratis !

En fait, le tabou que Mario Draghi, l'ancien président de la BCE, a fait sauter pour éviter l'explosion de la zone euro en 2012, en acceptant d'acheter sans limites (« whatever it takes ») les titres publics des États en faillite tels que la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et Chypre, ou quasi-faillite tels que la France et l'Italie, devrait être rétabli d'une façon officielle le 9 juin 2022 à Amsterdam. Ce sont donc bien les corbeaux tels que Charles Gave, Marc Touati et l'auteur de cette chronique, à qui l'on reprochait avec sarcasmes et ironie leur pessimisme et leurs prédictions de malheur, qui avaient 100 % raison ! Leurs prédictions de krach ne se réalisaient pas parce que tout simplement le Système ne faisait que repousser les échéances de faillite et de l'explosion à venir, tout en l'aggravant, en augmentant d'une façon démesurée les liquidités avec des mesures dites anti-conventionnelles !

Tout a été fait non pas pour sauver l'euro et les États de la faillite inéluctable, car il fallait sinon prendre le taureau par les cornes et diminuer immédiatement les dépenses publiques réelles, mais seulement pour amuser la galerie, flatter les imbéciles et les naïfs, en repoussant la date de l'échéance fatale !

Tout a été fait donc non pas pour empêcher la faillite des

pays menacés et sauver l'euro, mais pour aggraver la situation en faisant tourner la planche à billets et en augmentant la dette publique dans de nombreux pays, plus particulièrement en France et en Italie ! L'heure est maintenant bientôt venue, pour Macron, Le Maire, tous les hypocrites et bénéficiaires du Système ainsi que pour les menteurs de la pensée unique, de faire payer aux Français la note de la dette publique pharaonique avec des taux d'intérêt élevés !

Ce qui se passe actuellement avec les cryptomonnaies est un cygne noir annonciateur de l'explosion à venir du système occidental, de la zone euro et de la faillite prochaine de la France ainsi que de l'Italie ! Pendant la semaine du lundi 9 mai 2022, la panique a ramené à zéro la valeur des « stable coins Terra USD », soit 45 milliards de dollars partis en fumée, et a diminué en une seule journée la valeur des cryptomonnaies de 200 milliards de dollars. Le jeton Luna complémentaire du « stable coin Terra USD » est passé en quelques jours de 100 à 0 dollar, alors que le fondateur coréen Do Kwon vantait la stabilité du produit. Le bitcoin évolue aujourd'hui autour de 30 000 dollars, soit moitié moins de ce qu'il valait à l'automne 2021.

Do Kwon a tout simplement formé la bulle d'une pyramide de Ponzi en s'inspirant des méthodes de Bernard Madoff pour faire rêver ses très souvent jeunes clients naïfs. Do Kwon garantissait 10 % de rendement par an et 20 % pour le « stable coin Terra USD ». Cet engagement ne pouvait être en réalité honoré qu'avec l'argent provenant des derniers acheteurs. C'était donc de l'escroquerie style Madoff et en aucune façon le pouvoir magique mystérieux des cryptomonnaies !

Les cryptomonnaies ont une volatilité inouïe. Elles ne sont qu'un instrument de spéculation sur un objet dont la valeur intrinsèque est nulle. Elles attirent le plus souvent de jeunes spéculateurs pauvres et précaires qui n'ont pas les moyens financiers, ni la formation pour faire des placements en Bourse ou dans l'immobilier. De plus, les cryptomonnaies ne

deviendront jamais un moyen de paiement à cause de leur volatilité, et de leur coût environnemental phénoménal en énergie pour les créer. Leur seul intérêt réside dans la technologie du « blockchain » aux multiples applications, qui, comme internet en 2000, est une technologie d'avenir.

La seule façon d'éviter le krach boursier, ce serait donc de faire l'inverse de ce que sont obligées de faire, dans l'immédiat, toutes les banques centrales du monde, en baissant de nouveau les taux d'intérêt, en reprenant la politique d'achat de titres obligataires de la dette publique par les banques centrales, pour créer des liquidités nouvelles. On éviterait alors, momentanément, effectivement le krach prochain à venir, mais ce serait alors pour se retrouver à terme dans une situation analogue à celle de l'Allemagne en 1923 avec une hyper-inflation ravageuse qui finirait par détruire et faire exploser aussi tout le système !

L'erreur a été commise en 2008 avec la crise des « subprimes » lorsque l'Occident avait encore la possibilité d'assainir la situation et d'éviter à terme l'explosion du système, tout en connaissant alors une crise douloureuse analogue à celle de 1929 qui a été effectivement évitée ! Le système a préféré depuis 2008 la fuite en avant : « encore un petit moment Monsieur le bourreau ! ». Nous en sommes là, avec la possibilité théorique de reculer encore l'échéance fatale, ce que semblent refuser cette fois-ci les banques centrales le dos au mur, face leur impuissance, à une contradiction qui relève de la quadrature du cercle et d'un dilemme maintenant impossible à résoudre !

Macron connaîtra la faillite de la France et l'explosion de la zone euro avec des Gilets jaunes encore plus excités dans les rues ! Ce jour-là la France ne l'aura pas volé pour avoir choisi depuis mai 68 la voie de la gauche, de l'individualisme jouisseur, de la calamiteuse, honteuse et suicidaire immigration extra-européenne, de la paresse, de la facilité, des 35 heures, de la retraite à 60 ans, des nouvelles valeurs

sociétales décadentes, des loisirs en lieu et place des valeurs traditionnelles : Patrie, famille, travail ! La France a « bouffé » de plus tout l'héritage des Trente Glorieuses, de De Gaulle et de Pompidou (dette publique très basse, croissance, industrie compétitive et exportatrice, budget des armées au-dessus de 3 % du PIB) avec les socialistes Mitterrand et Hollande et les fédéralistes européens du style Macron traîtres à leur pays (valeurs sociétales décadentes, invasion migratoire accélérée, inéducation nationale et vente des fleurons de notre industrie à l'Amérique) !

Le malheur veut que l'on ait parlé de tout pendant la Présidentielle, sauf des deux vrais problèmes : les dépenses publiques stratosphériques et le Grand Remplacement en cours qui sont à l'origine de la dette publique française démentielle et de la faillite à venir ! Honte aux deux tiers des Français qui n'ont pas voté pendant les Présidentielles pour des partis patriotes ! Le krach à venir du Siècle des Siècles, la faillite de la France et l'explosion de la zone euro seront la vengeance des réalités et des patriotes qui auront sonné en vain le tocsin pendant des années !

**Marc Rousset**

Auteur de « *Comment sauver la France/ Pour une Europe des nations avec la Russie* »